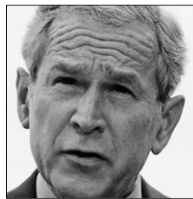


Les tarifs d'EDF toujours à la hausse

Les tarifs d'acheminement de l'électricité, qui représentent la moitié de la facture finale du consommateur, pourraient augmenter de 3,5 % en août, selon la lettre spécialisée « Enerpresse ». Cette hausse pourrait entraîner une hausse de la facture des consommateurs d'environ 1,6 %.



George W. Bush, votre ami sur Facebook

Les adeptes du site Facebook peuvent désormais compter sur un nouvel « ami » potentiel en la personne de George W. Bush. L'ancien président avait déjà des milliers de fans, quelques heures après la mise en ligne de son profil sur facebook.com/georgewbush

ÉDITORIAL

La nouvelle étoile des Turcs

Le « Mavi Marmara » est un très beau bateau. C'est même un bateau qui vaut son pesant d'or : 1,8 million de dollars. C'était le bateau amiral de la « flottille de la paix » qui se dirigeait vers Gaza. C'est également celui sur lequel le drame s'est produit, où neuf militants ont été tués par les commandos israéliens. Mais pour qui le « Mavi Marmara » battait-il pavillon ? Voilà qu'en peu de temps nous retrouvons, derrière deux affaires essentielles au Proche-Orient, la signature de la Turquie. Il y a moins d'un mois, la Turquie, aidée du Brésil, s'imposait pour négocier avec l'Iran un accord certes bancal à propos du feu nucléaire mais qui faisait la nique à toutes les grandes puissances.

On aurait tort d'imaginer que la récente affaire de la flottille dirigée vers Gaza est d'une autre nature. Le « Mavi Marmara » n'aurait jamais pu être armé sans le soutien officieux du gouvernement turc. L'organisation caritative à la tête de cette armada de charité, l'IHH, était parfaitement connue. Et d'Israël, qui la déteste. Et du parti au pouvoir à Ankara. Voilà longtemps que cette ONG intervient dans tous les champs de bataille du monde où elle considère que les droits des musulmans sont foulés au pied. Irak. Bosnie. Afghanistan. Soudan. Et surtout Palestine, centre d'intérêt de l'ONG.

Or, qui se retrouve au centre du jeu après cette tuerie en haute mer ? Et qui peut légitimement hausser le ton ? La Turquie. Et la Turquie retrouve avec cette affaire le rang que les dirigeants au pouvoir, Tayyip Erdogan en tête, Premier ministre turc, pensent devoir retrouver depuis longtemps. La Turquie entend restaurer la zone d'influence de l'ancien Empire ottoman. Le paradoxe est qu'elle le peut. Ses entreprises sont les plus florissantes de tout le Proche-Orient. Son parti islamiste a opéré une lente mais réelle conversion vers un conservatisme à l'européenne mâtiné de réalisme autochtone. Soit de nouveaux néo-Turcs prêts à imposer leur suprématie sur le vaste ensemble déchiré de ce Proche-Orient. Au soir de ce quatrième jour de crise, quelle constatation peut-on faire ? Qu'il existe désormais un nouveau sultan, leader d'une puissance régionale en train de grandir, qui a fait son deuil de l'Europe, mais compte bien hisser à nouveau le croissant et l'étoile des temps anciens de la mer Méditerranée, la Marmara, jusqu'aux frontières perses, sur les antiques possessions d'un empire qui n'a jamais oublié sa puissance d'antan.

YVES HARTÉ

y.harte@sudouest.fr



La zone d'influence de l'ancien Empire ottoman

Et qui peut légitimement hausser le ton ? La Turquie. Et la Turquie retrouve avec cette affaire le rang que les dirigeants

LE TRAIT D'ITURRIA



TRIBUNE LIBRE

« Si le Giec n'existait pas, il faudrait l'inventer ! »



PIERRE BACHER
MEMBRE DU COLLECTIF
SAUVONS LE CLIMAT

Après avoir été encensé par ses pairs et récompensé par un prix Nobel, le Giec (Groupe intergouvernemental d'études du climat) est soumis à de vives critiques relayées en France par deux scientifiques de renommée dans leur propre domaine (Claude Allègre et Vincent Courtillot).

Les rapports du Giec ne sont soumis à aucun vote, mais fonctionnent sur une logique de consensus qui consiste à rassembler toutes les informations scientifiques et à en extraire les éléments qui obtiennent l'approbation générale des scientifiques avant d'être transmis aux décideurs.

Le Giec se présente comme étant une organisation non politique, mais certains scientifiques qui ont travaillé au sein du groupe sont sortis de leur domaine de compétences pour prendre des positions politiques. Le Giec se défend en précisant qu'il n'engage pas sa responsabilité envers ceux qui ont pu travailler avec eux, même s'il souligne que cette collaboration est un gage de compétence scientifique.

« Le problème est que le Giec gêne les utilisateurs d'énergies fossiles »

tout un rôle important : ils peuvent s'opposer à une proposition d'amendement s'ils jugent que le résumé n'est pas conforme aux résultats scientifiques.

Les « résumés pour décideurs » peuvent donc facilement occulter des points importants et c'est une difficulté qui s'est rencontrée dans les deux derniers rapports rendus par le Giec concernant l'utilisation des combustibles fossiles.

Même si le Giec reconnaît ses erreurs, on ne peut

pas remettre en cause les résultats qu'il a rendus sur le rôle de l'activité humaine dans le changement climatique. Le problème est que le Giec dérange. Il gêne les utilisateurs d'énergies fossiles – ceux qui affirment que le progrès technologique permettra à l'Homme de toujours s'en sortir – et les politiques, qu'il force à agir sur le long terme.

Si le Giec n'existait pas, il y aurait toujours des climatologues qui poursuivraient leurs travaux, entrepris bien avant sa création, et qui se feraient entendre de temps en temps dans un colloque.

Il y aurait toujours de puissants lobbies industriels qui défendraient l'utilisation de combustibles fossiles et qui financeraient leurs études pour que les résultats aillent dans le sens souhaité.

De l'autre côté, il y aurait toujours de puissantes ONG, comme Greenpeace, bien décidées à exploiter les caprices de la nature et les folies des hommes (marée noire, explosions de gaz...) pour faire entendre leurs points de vue sur la société de consommation et ce, à travers toute la planète.

Et au milieu de tout cela, il y aurait les politiques, obligés – s'ils veulent être réélus – de tenir compte de leurs opinions publiques et – presque toujours – enclins à limiter leur vision à la durée de leur mandat. Mais également dans l'obligation de défendre les intérêts économiques de leur pays. Ces politiques, dans les différents pays, seraient parfois alertés par tel ou tel conseiller scientifique, ils entendraient les arguments sonnants et trébuchants des lobbies du charbon, du pétrole et du gaz, ils seraient parfois énervés par les cris des ONG, mais ils n'auraient pas les éléments scientifiques reconnus par tous leur permettant de se faire vraiment une opinion.

C'est la situation qui était présente avant la création du Giec en 1988, et ce sont ses résultats qui ont servi aux États pour rédiger le protocole de Kyoto en 1992. L'ONU a confié la lourde tâche au Giec d'établir la responsabilité de l'activité humaine dans le changement climatique et de rendre ses résultats accessibles à tous pour permettre aux politiques de ne pas se retrouver sans réponses face aux ONG et aux groupes de pressions. Mission remarquablement bien remplie depuis vingt-deux ans au Giec, et c'est pour quoi tous veulent avoir sa peau.

ÇA VA FAIRE DU BRUIT

Hamburgers Les enfants des pays riches qui mangent trois hamburgers par semaine ou davantage ont plus de risques d'avoir de l'asthme, selon une étude internationale publiée dans la revue spécialisée « Thorax ». Au contraire, un régime alimentaire de type méditerranéen, riche en fruits et légumes et poisson, semble avoir un effet protecteur.

LE MOT DU JOUR

Varicelle Le réseau de surveillance Sentinelles-Inserm a constaté une « activité forte » de la varicelle en France métropolitaine, avec onze foyers régionaux modérément ou fortement touchés



« Je me battraï comme une tigresse pour sauver la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) »

Jeannette Bougrab, présidente de la Halde, nommée en avril.